



fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

| N° 21 | décembre 2006 | **panorama**



**Une politique européenne de cohésion
nouvelle et transparente**

Sommaire

Des réseaux d'excellence pour le développement régional

La nouvelle initiative «Les régions, actrices du changement économique» vise à promouvoir l'excellence en matière de développement régional européen en soutenant des réseaux avancés d'échange et d'apprentissage mutuel.

Une politique européenne de cohésion *nouvelle et transparente*

De «Bruxelles» aux projets: transparence et politique de cohésion

À qui sont destinés les fonds communautaires? Comment le public est-il informé des projets financés avec l'aide des Fonds structurels? Que prévoit la Commission pour favoriser la consultation et la participation des citoyens européens? Quel rôle joue la direction générale de la politique régionale dans ce processus de longue haleine?

Au service d'une meilleure communication: SFIT, Inform et réseaux nationaux

La coopération entre les acteurs nationaux et régionaux de la communication améliore l'efficacité de la communication des Fonds structurels, ce qui accroît le nombre et la qualité des propositions de projets et contribue à mieux faire connaître l'Union européenne et sa politique de cohésion.

Témoignage: Hongrie

Témoignage: Lettonie

Le FEDER en action: Irlande, Autriche, Portugal, Pologne

Reportage: marée haute en Cornouailles

Bénéficiaire de l'«Objectif n° 1» en 2000-2006 et éligible à l'objectif «Convergence» pour 2007-2013, la région des Cornouailles et des îles Scilly connaît un véritable regain socio-économique.

Le FEDER en action: République tchèque, Italie, Malte, Suède

Témoignage: Espagne

Bonnes rencontres à Graz

Bilan de la quatrième conférence «Définir les bonnes pratiques».

REGIO & réseaux

En ligne

Photos (pages): Commission européenne (3, 4, 5, 6, 7, 10, 12, 13), URBAN II Torino (1), Comissão de Coordenação e Desenvolvimento Regional do Norte (8, 17), Stadt Leipzig (9), Lisa Clement (9), Ministrul Economiei și finanțelor (9), URBAN II Vantaa (14), Nemzeti Fejlesztési Ügynökség (15), Ministerstvo pro místní rozvoj (14), Finanšu ministrija (16), Midlands Innovation & Research Centre (17), Ziel 1 Burgenland (17), Uniwersytet Mikołaja Kopernika (17), Eden Project (18), Bob Berry (19), CUC (20), Sam Morgan Moore (20, 21), Simon Burt (22), Plzeňský vědecko technologický park (23), Vestra Partner (23), The Limestone Heritage (23), Regione Emilia-Romagna (23), Comunidad Autónoma de la Región de Murcia (24), Stadt Graz (25, 26).
Couverture: fête pour la rénovation de la Piazza Livio Bianco, opération cofinancée par l'initiative communautaire URBAN à Turin (Italie).
Ont également contribué à la rédaction de ce numéro: Pierre Ergo, Jean-Luc Janot, Clare Morgan, Judit Szucs, Aurora Tranesco.
Éditeur responsable: Thierry Daman, Commission européenne, direction générale de la politique régionale

Ce magazine est imprimé en allemand, en anglais et en français sur papier recyclé.
Le dossier thématique est disponible dans dix-neuf langues de l'Union européenne sur le site internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm
Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

4



7



12



15



16



17



18

23



24

25



27

28

Ce que l'Europe fait pour nous

La politique régionale est une politique très concrète, comme en témoignent les 450 «programmes opérationnels» en cours de finalisation dans les États membres pour la période 2007-2013. Elle touche au plus près la vie de tous les citoyens européens et représente plus du tiers du budget de l'Union européenne (UE). Pour ces raisons, il importe qu'elle devienne davantage visible aux yeux de tous ceux et de toutes celles qui bénéficient, le plus souvent sans le savoir, des bienfaits de cette politique. La question de la transparence a toujours fait partie intégrante de la politique de cohésion, elle est devenue un point crucial.

Le nouveau cadre réglementaire est un bon point de départ pour encourager les efforts des autorités de gestion, en partenariat avec la Commission européenne, à développer des activités d'information autour des projets relevant de la politique régionale européenne. Le règlement apporte notamment deux avancées majeures: l'obligation d'organiser des événements annuels de communication pour accompagner chaque programme opérationnel et la nécessité de rendre public les listes des bénéficiaires des Fonds.

Dans la pratique, il s'agit d'expliquer l'impact qu'a de facto la politique régionale sur l'économie européenne. Elle est l'un des fers de lance de la stratégie de Lisbonne vers plus de croissance et d'emploi. Pour aider à faire passer ce message, la Commission a renforcé le réseau des chargés de communication présents au sein des autorités de gestion des différents États membres: le groupe appelé Inform se rencontrera régulièrement et échangera des expériences et des bonnes pratiques. Des réseaux nationaux de ces «ambassadeurs» de la politique régionale et de cohésion se sont déjà constitués au sein de certains pays. Notre idée est d'encourager leur création partout ailleurs et de coordonner leur action au niveau communautaire. Vous découvrirez dans cette nouvelle édition de *Panorama* que nous ne partons pas de zéro et qu'il y a beaucoup de méthodes de communication qui ont fait leur preuve ici ou là. Nous souhaitons aider à les faire connaître.

L'anniversaire de la signature du traité de Rome ne doit pas être la seule occasion de se demander «ce que l'Europe fait pour nous», cet effort doit être continu. La politique régionale est un bon moyen de démontrer aux citoyens que l'Europe est vivante!



Danuta Hübner
Membre de la Commission européenne, responsable de la politique régionale



«Les régions, actrices du changement économique»: Des réseaux d'excellence pour le développement régional

En novembre dernier, la Commission européenne a adopté des propositions concernant une nouvelle initiative destinée à promouvoir l'excellence en matière de développement régional européen. Il s'agit de soutenir des réseaux avancés d'échange et d'apprentissage mutuel ⁽¹⁾.



Une recherche soutenue par l'Union européenne a débouché sur la mise au point d'ordinateurs spécialement adaptés aux milieux hostiles.

L'initiative «Les régions, actrices du changement économique» est consacrée à la découverte des meilleures pratiques en matière de modernisation économique, en particulier celles fondées sur des projets contribuant nettement aux objectifs de l'Union en matière d'emploi et de croissance, et à leur diffusion auprès des autres régions, afin d'aider à stimuler la croissance régionale et à réduire les disparités économiques. *«Il s'agit de s'assurer que les bonnes idées émanant des réseaux de régions et de villes trouvent leur place dans les nouveaux programmes»*, a expliqué la commissaire à la politique régionale, Danuta Hübner, en présentant la nouvelle initiative.

Celle-ci sera fondée sur le recentrage de deux instruments existants de la politique régionale européenne — le programme de coopération interrégionale et le programme de développement urbain — autour de thèmes de développement économique définis par la Commission en accord avec les orientations stratégiques communautaires en matière de

cohésion. L'initiative fonctionnera au sein du nouvel objectif de coopération territoriale européenne. Au total, les deux instruments bénéficieront en 2007-2013 d'un budget de 375 millions d'euros.

L'initiative «Les régions, actrices du changement économique» apporte un certain nombre d'éléments nouveaux:

- les régions et les villes conserveront la possibilité de constituer et de gérer leurs propres réseaux, mais elles seront invitées à le faire autour de thèmes sélectionnés pour mettre les politiques européennes au diapason de la modernisation;
- un nouveau «volet accéléré» fournira un terrain d'expérimentation rapide pour les idées de politique émanant des commissaires et de leurs services. Dans le cadre de ce volet, la Commission aura un pouvoir d'initiative en ce qui concerne la création du réseau de régions et de villes volontaires et l'animation des programmes;
- il existera une «passerelle à double sens» entre le développement thématique et les grands programmes de la politique régionale européenne.

⁽¹⁾ COM(2006) 675 final.

«Volet accéléré»

En plus d'assurer le cofinancement des programmes de l'initiative à travers l'objectif de coopération territoriale européenne de la politique européenne de cohésion, la Commission fournira aux réseaux du volet accéléré une assistance continue par des experts et, si nécessaire, un soutien administratif. Le cofinancement d'idées ayant fait leurs preuves pourra être pris en charge par les programmes de la politique régionale européenne soutenus par le Fonds européen de développement régional (FEDER), et un financement pourra également être recherché dans le cadre des programmes gérés par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Le dispositif d'assistance technique Jaspers peut également jouer un rôle dans le développement des projets.

La Commission européenne déterminera les thèmes à exploiter en coopération avec les États membres, invitera les régions et les villes intéressées à participer aux réseaux, animera les réseaux thématiques avec les autorités de gestion et, enfin, rassemblera les résultats. Les réseaux du «volet accéléré» bénéficieront également de la possibilité de se faire aider par des experts pour développer des plans d'action visant à tester et évaluer les meilleures pratiques.

«Passerelle à double sens»

L'expérience a démontré qu'il est nécessaire d'établir un lien solide entre les projets pilotes qui développent des idées nouvelles et les programmes de la politique régionale européenne financés par le FEDER qui représentent l'essentiel du budget du domaine d'action. Un tel lien est nécessaire pour une mise en œuvre rapide et une large diffusion des nouvelles idées.

L'initiative, surtout par son «volet accéléré», mettra en place des dispositifs qui permettront des échanges à double sens. Elle tiendra compte également de l'expérience de l'initiative communautaire «EQUAL», qui joue un rôle im-



Grâce au FEDER, l'école des Mines d'Albi (France) peut tester un nouveau procédé de vinification.



Inventé en Suède septentrionale, le système «MovellIQ» permet d'enseigner l'arithmétique et l'orthographe par le mouvement.

portant dans la diffusion de bonnes pratiques dans des domaines cofinancés par le Fonds social européen.

Tout d'abord, les régions qui auront développé des idées reconnues comme des exemples de meilleures pratiques — que ce soit dans le cadre de leurs programmes européens de développement régional financés par le FEDER, d'autres programmes communautaires ou de leurs propres projets nationaux ou régionaux — pourront bénéficier d'une évaluation de ces idées dans le cadre de l'initiative et de leur diffusion rapide dans toute l'Union européenne.

Ensuite, les États membres, les régions et les villes qui participeront à des réseaux au sein de l'initiative «Les régions, actrices du changement économique» devront démontrer qu'ils établissent un lien entre leur travail dans ces réseaux et leurs grands programmes régionaux. Ce principe de «passerelle» vise à assurer une diffusion rapide des idées véhiculées par l'initiative au sein des principaux programmes et il devra absolument être respecté par les régions participants au «volet accéléré».

Thèmes de modernisation

Le nouveau cadre réglementaire de la politique européenne de cohésion pour 2007-2013 définit des orientations stratégiques pour les investissements des États membres et des régions qui concourent à l'objectif général de modernisation économique. Il invite les États membres et les régions à maximiser l'effet de convergence de leurs investissements en se concentrant, dans la mesure nécessaire, sur les thèmes indiqués dans les orientations. Le choix des thèmes variera en fonction de la force économique relative des États membres et des régions. Cet effort de concentration sera renforcé par la «présélection» des objectifs.

La coopération entre les services de la Commission, qui a conduit à l'élaboration des thèmes, se poursuivra pendant toute la mise en œuvre de l'initiative, particulièrement dans le cadre de son «volet accéléré». La Commission par-

Un éventail de thèmes stratégiques

Les thèmes retenus pour l'initiative «Les régions, actrices du changement économique» et pour son «volet accéléré» peuvent être regroupés autour des trois grands domaines thématiques — et celui, plus horizontal, de la dimension territoriale — cités dans les Orientations stratégiques communautaires pour la politique de cohésion. À travers ces thèmes, les moyens d'améliorer la gouvernance et de faire participer le secteur privé feront l'objet d'une attention particulière.

1) Faire de l'Europe et de ses régions un lieu plus attractif pour les investissements et l'emploi

- Accroître l'adaptabilité
- Améliorer la qualité de l'air
- Privilégier une économie à faibles émissions de carbone
- Améliorer l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées
- Privilégier une politique de recyclage des déchets
- Œuvrer pour la santé des citoyens
- Concevoir des politiques intégrées en matière de transport urbain
- Construire des logements durables et peu consommateurs d'énergie
- Mobiliser les régions sur le contrôle de leur environnement et de leur sécurité

2) Améliorer la connaissance et l'innovation, facteurs de croissance

- Améliorer la capacité des régions en matière de recherche et d'innovation

- Accélérer la mise sur le marché des projets innovants
- Former les chercheurs et améliorer leur environnement
- Aider les régions trop dépendantes des industries traditionnelles à se restructurer
- Faire bénéficier les régions et les entreprises d'une administration en ligne
- Assurer de meilleures connexions entre régions grâce aux technologies de l'information

3) Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité

- Améliorer les qualifications professionnelles nécessaires à l'innovation
- Promouvoir l'esprit d'entreprise
- Relever le défi démographique
- Promouvoir la sécurité sur le lieu de travail
- Intégrer les jeunes en difficulté
- Accueillir les populations immigrées et faciliter leur intégration sociale
- Améliorer l'adaptabilité des travailleurs et des entreprises
- Développer et améliorer les systèmes d'éducation et de formation
- Augmenter l'emploi chez les personnes âgées

4) La dimension territoriale de la politique de cohésion

- Valoriser les zones côtières
- Tirer profit des mers et des océans
- Parvenir à un développement urbain durable
- Réinvestir les zones laissées en friche
- Prévenir et réduire les risques d'inondation
- Aider la diversification économique des zones rurales

tagera avec un certain nombre de ses services le rôle de chef de file des divers réseaux thématiques qui lui revient dans le cadre du «volet accéléré». L'objectif est de maintenir un lien étroit entre les politiques communautaires et les réseaux thématiques, afin que différentes politiques puissent expérimenter des idées importantes qui les mettront en phase avec la modernisation économique.

Conférence, site internet, projets exemplaires, prix...

L'initiative «Les régions, actrices du changement économique» implique un effort de communication accru, de façon à diffuser rapidement les meilleures pratiques dans les régions et les villes de l'Union. Un élément clé du dispositif est la «**Conférence sur les régions actrices du change-**

ment économique», qui se tiendra chaque année et coïncidera avec le Conseil européen de printemps. L'événement démontrera clairement la contribution des politiques communautaires à la modernisation économique et à la réalisation des objectifs de Lisbonne.

La première de ces conférences annuelles, en mars 2007, marquera également le lancement d'un nouveau **site internet** pour l'échange de bonnes pratiques. À la date de son lancement, ce site contiendra des informations sur 50 projets relevant des domaines clés de la recherche, de l'innovation technique, de la société de l'information, du développement économique durable et de l'ingénierie financière. Elles seront tirées des expériences des programmes en cours. À la fin de 2007, les projets seront au nombre de 150 au moins. Chaque année, au moment de la conférence sur les régions actrices du changement économique, la Commission publiera un recueil fournissant des indications sur les meilleurs projets en faisant appel aux différentes sources couvertes par l'initiative.

La politique de communication de l'initiative comprendra également la création de prix annuels de l'innovation, les «**RegioStars**», attribués aux meilleurs projets dans le cadre des thèmes sélectionnés liés à la modernisation économique. Ces prix amélioreront l'information sur les bonnes pratiques, stimuleront les échanges d'expérience et sensibiliseront le public à une approche novatrice. Ils seront remis chaque année lors de la «Conférence sur les régions actrices du changement économique».

Pour en savoir plus: http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/index_fr.cfm



Vente ambulante de produits locaux d'une coopérative fermière à Strem, près de Güssing, dans le Burgenland (Autriche).

De «Bruxelles» aux projets: transparence et politique de cohésion

Par Ricardo Garcia Ayala ⁽¹⁾

À qui sont destinés les fonds communautaires? Comment le public est-il informé des projets financés avec l'aide des Fonds structurels? Que prévoit la Commission pour favoriser la consultation et la participation des citoyens européens? Quel rôle joue la direction générale de la politique régionale dans ce processus de longue haleine?



Recherche et développement horticole bénéficiant d'un financement FEDER à Barfleur (Basse-Normandie, France).

Dès son commencement, le projet européen a poursuivi des objectifs de croissance économique, de développement durable et de cohésion économique et sociale entre les États membres. L'Union européenne a établi des politiques communes, créé le marché intérieur européen, élaboré de nombreux programmes de développement régional, investi dans la construction de routes, hôpitaux, écoles ou stations d'épuration, soutenu la formation professionnelle et la création d'emplois, promu la recherche et l'innovation — bref mis en œuvre une vaste gamme de mesures et d'aides financières qui ont contribué à atteindre ces objectifs.

Cependant, il n'est pas certain que les institutions européennes, et parmi elles la Commission, aient toujours su faire partager par les citoyens européens la propriété de ces initiatives et le projet européen global. Les citoyens ont le droit de savoir où va l'Europe et de se faire entendre. Parallèlement, les institutions européennes ont le devoir de les écouter et de leur répondre.

Initiative européenne de transparence

Pour renforcer encore le partenariat en matière de consultation et de participation aux initiatives européennes, la Commission a inscrit dans ses «Objectifs stratégiques 2005-2009» l'engagement d'élargir les occasions où les parties concernées peuvent participer activement à l'élaboration des politiques. À cet effet, le 18 mai 2005, elle a eu un premier débat d'orientation sur une «Initiative européenne de transparence» à partir d'une communication du président de la Commission, José Manuel Barroso, et des vice-présidents Margot Wallström et Siim Kallas. Un groupe interservices présidé par le secrétariat général de la Commission a été mis sur pied et, à la suite des travaux de ce groupe, la Commission a décidé, le 9 novembre 2005, de lancer l'initiative européenne de transparence. Vu l'importance de ces questions pour la politique régionale, la commissaire Danuta Hübner et ses services ont été entièrement associés à ce processus depuis la création du groupe interservices.

⁽¹⁾ Conseiller auprès du directeur des ressources de la direction générale de la politique régionale de la Commission européenne.

La Commission a distingué trois éléments clés à mettre en avant, sur base d'une consultation publique ouverte, dans le cadre de l'initiative européenne de transparence:

- La nécessité de disposer d'un cadre plus structuré, avec définition de règles communes, pour les activités des représentants des **groupes d'intérêts** (lobbyistes), ainsi que de renforcer et développer la politique de la Commission en matière de participation des **organisations civiles** et autres parties concernées.
- L'établissement de normes minimales de la Commission pour les **avis consultatifs**, afin d'assurer l'interaction transparente entre les représentants des intérêts économiques et la Commission.
- Une réflexion sur la divulgation d'informations relatives aux **bénéficiaires des fonds de l'Union européenne**, y compris l'introduction d'une obligation pour les États membres de révéler les noms des bénéficiaires des fonds qui font l'objet d'une gestion partagée.

Livre vert

Ces trois éléments ont été confirmés dans le *livre vert* ⁽²⁾ adopté par le collège des commissaires le 3 mai 2006. L'idée conductrice en est la recherche de commentaires et propositions sur la manière d'établir un ordre du jour pour une politique européenne de communication. Cette démarche s'inscrit dans une logique complémentaire au «*plan D comme démocratie, dialogue et débat*» lancé par la Commission le 13 octobre 2005 pour favoriser la participation active des citoyens au débat sur l'Europe. Le «*plan D*» est la première étape d'un processus à long terme visant à consolider les fondations démocratiques de l'Union européenne et ancrer celle-ci dans les valeurs et les attentes des peuples qui l'intègrent.



Restauration d'une fresque romane dans la vallée de Sousa (Portugal).

Dès les débuts de la politique régionale, l'information et la communication ont été parmi les instruments clés utilisés par la Commission pour la mise en œuvre des interventions des Fonds structurels dans les États membres. Ces interventions s'opèrent selon les principes de partenariat et de subsidiarité et les règles de la gestion partagée. Cela implique que les opérations cofinancées par les Fonds structurels seront conduites conformément aux compétences propres des pouvoirs institutionnels, juridiques et financiers de chacun des partenaires. Cela signifie aussi que la mise en œuvre de l'aide sera de la responsabilité des États membres, sans préjudice des pouvoirs conférés à la Commission, notamment en ce qui concerne le budget général des Communautés européennes. Ces règles comprennent, d'une manière détaillée, les obligations des États membres concernant l'information et la publicité sur les aides des Fonds structurels, éléments fondamentaux pour la mise en œuvre efficace et transparente des objectifs et des orientations des politiques communautaires.

Estonie: sensibiliser le grand public

Sensibiliser le grand public à l'action des Fonds structurels est une priorité que s'était fixée l'Autorité de gestion estonienne, dès avant que les Fonds deviennent accessibles en 2004. Un premier «road-show» destiné à promouvoir les opportunités de financement et de développement de projets a parcouru le pays, dès 2002, et l'opération a été répétée en 2003. Ce qui a suscité beaucoup d'intérêt, pour ne pas dire une certaine impatience, chez les bénéficiaires potentiels, avant même que l'Estonie devienne un membre de l'Union à part entière en 2004.

Actuellement, l'Autorité de gestion dispose d'une équipe interinstitutionnelle, chargée d'informer le grand public et les bénéficiaires potentiels sur la variété des possibilités offertes par les Fonds. Cette équipe de dix-huit personnes, où tous les ministères et administrations concernés par les Fonds sont représentés, planifie et coordonne l'ensemble des activités de sensibilisation.

Dans chacun des quinze comtés que compte l'Estonie, le réseau des Centres de développement contribue à promouvoir les Fonds et à encourager les projets émanant des acteurs locaux: associations, entrepreneurs et municipalités.

Durant la période de programmation 2000-2006, une série d'animations ont été organisées, allant des tables rondes thématiques (sur l'emploi, par exemple) aux séminaires rassemblant plus de 200 participants et couvrant l'ensemble des programmes opérationnels.

Les activités en cours actuellement visent aussi la presse écrite, la télévision et la radio, ainsi que l'internet. Les études réalisées annuellement montrent que le niveau de conscientisation à l'appui européen est très élevé en Estonie (84 % de la population).

Il est également intéressant de noter qu'en ce début d'année 2007, l'Estonie a dépensé la moitié de son allocation en Fonds structurels pour 2004-2006 et devrait l'avoir complètement utilisée d'ici à la fin de 2008.

Contact: ministère des finances, Tallinn (Estonie)

<http://www.struktuurifondid.ee>

⁽²⁾ COM(2006) 194 final.



Inauguration d'une crèche dans la zone URBAN II de Leipzig (Allemagne).

Information et publicité: des mesures concrètes

À cet égard, depuis l'année 2000, la direction générale de la politique régionale (DG «Politique régionale») a fait adopter par la Commission une série de mesures d'information et de publicité à appliquer par les États membres. Ces mesures comprennent, d'une part:

- La définition des **principes et domaines généraux d'application** des actions d'information destinées à accroître la sensibilisation du public aux activités des Fonds structurels et à renforcer leur transparence, afin de rapprocher l'Europe des citoyens et de les rendre conscients de la contribution que l'Union apporte à l'amélioration de leur qualité de vie et à la réduction des déséquilibres régionaux.
- Les mesures d'information et de publicité destinées à des **groupes cibles**, notamment les bénéficiaires potentiels (autorités régionales et locales, partenaires économiques et sociaux et bénéficiaires finaux), sur les opportunités offertes par les aides européennes, ainsi que les informations visant à sensibiliser les citoyens au rôle joué par l'Union dans les programmes d'aide et à leurs résultats. Les médias (presse, radio, télévision) doivent être informés de la manière la plus appropriée.

D'autre part, pour chaque programme opérationnel, l'organisme de gestion désigne une ou plusieurs personnes **responsables de l'information et de la publicité** et informe la Commission du contenu et de la mise en place de la stratégie d'information et de publicité destinée à assurer la transparence vis-à-vis des bénéficiaires potentiels et finaux. Pour les investissements en infrastructures de plus de 5 millions d'euros, des mesures telles que la pose de panneaux informatifs et de plaques commémoratives ont été prévues.

Enfin, la réglementation prévoit toute une série de règles et mesures liées à l'information et comprenant le suivi de projets, comme la publication de brochures, les informations de presse, les séminaires et les conférences, relatifs aux programmes opérationnels et aux objectifs et priorités des interventions communautaires mises en œuvre dans le cadre de la politique de la cohésion.

Roumanie: des vidéoclips pour les aides de préadhésion



Le ministère de l'intégration européenne a organisé en 2005 une campagne de promotion visant à récompenser les dix meilleurs projets cofinancés par le programme Phare. Chaque projet primé a fait l'objet d'un vidéoclip de trois minutes, en roumain et en anglais, diffusé à la télévision nationale et disponible en DVD. Le public roumain a ainsi pu apprécier:

- le développement d'un parc technologique à Hemeius-Bacau;
- la restauration du centre historique de Baia Mare;
- la rénovation d'un complexe sportif à Resita;
- l'insertion sociale de jeunes handicapés par le théâtre à Braila;
- la modernisation des écoles techniques de Brasov;
- la création d'un centre de rencontres pour personnes âgées à Piatra Neamt;
- la mise à jour des infrastructures de la station thermale d'Amara;
- la création d'une école de poterie pour renforcer le savoir-faire traditionnel de la région de Negresti-Oas;
- l'appui à une entreprise spécialisée dans les interventions en altitude à Ramnicu Valcea;
- l'installation d'un centre de restauration d'œuvres d'art à Alba Iulia.

Contact: aurora.tranescu@mfinante.ro



Plusieurs wagons du nouveau métro de Sunderland (Angleterre) sont décorés aux couleurs de l'Europe.

2007-2013: trois nouveaux outils

Tous ces éléments montrent que l'information et la transparence ne sont pas des concepts nouveaux dans la gestion des Fonds structurels, notamment le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion. Les règlements et dispositions de ces Fonds prévoient certaines règles strictes qui sont déjà appliquées dans la politique régionale. Pour la prochaine période de programmation (2007-2013), toutes ces mesures sont renforcées et améliorées avec trois nouveaux outils de travail et d'information:

- Le premier, nécessaire à une information efficace, est le **plan de communication** relatif à chaque programme opérationnel. Ce plan doit être préparé par les Autorités de gestion et être accepté par la Commission. Les mesures d'information devraient être destinées aux bénéficiaires effectifs, aux bénéficiaires potentiels ainsi qu'au grand public. La valeur ajoutée de l'aide communautaire devrait être mise en valeur dans toutes les activités d'information. La préparation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans de communication sont, pour la Commission, des moyens d'assurer de manière effective la transparence et la bonne gestion des Fonds structurels et de cohésion.
- Le deuxième outil souhaité par la direction générale de la politique régionale est un **réseau renforcé d'experts en communication** aux niveaux régional, national et européen. Ce réseau européen devra permettre d'améliorer la coopération et l'échange d'expériences en matière d'information entre autorités des États membres et entre ces autorités et la Commission.
- Le troisième instrument à développer dans le cadre de l'initiative de transparence européenne concerne la divulgation de l'identité des **bénéficiaires des Fonds structurels et de cohésion**. À cet égard, le nouveau règlement de la Commission sur les mesures d'application pour les Fonds structurels stipule que les autorités de gestion in-



Visibilité pour les aides européennes en Espagne.

formeront les bénéficiaires potentiels que l'acceptation du financement est également une acceptation de leur inclusion dans la liste des bénéficiaires. Cette liste, qui comprendra le nom du projet et le montant des fonds publics alloués à chaque opération, sera publiée conformément à l'article 7(d) de ce même règlement.

Toutes ces dispositions s'inscrivent dans un processus de longue haleine qui, en plus de contribuer à une utilisation plus efficace des fonds européens, devra aider à connecter davantage les citoyens avec les institutions communautaires et à consolider les fondations démocratiques de l'Union européenne.

Mais qu'est-ce que l'Europe a déjà fait pour nous?

La politique régionale figure parmi les réussites de l'Union européenne telles que présentées dans la nouvelle campagne «Speak up Europe» lancée par l'organisation internationale «Mouvement européen», avec le soutien de la Commission européenne.

L'une des attractions de la campagne consiste en un petit dessin animé inspiré d'un extrait du film des Monty Python «La vie de Brian». L'animation «What has Europe ever done for us?» («Mais qu'est-ce que l'Europe a déjà fait pour nous?») s'inscrit dans une série de quelque 300 événements organisés, à l'échelle locale, nationale ou européenne, à travers l'Union. Ces actions sont renforcées par 25 portails web locaux en vingt langues, comportant des forums en ligne et des contenus multimédia. L'objectif est d'engager un vaste débat avec le plus grand nombre possible de citoyens européens.

Visionner l'animation:

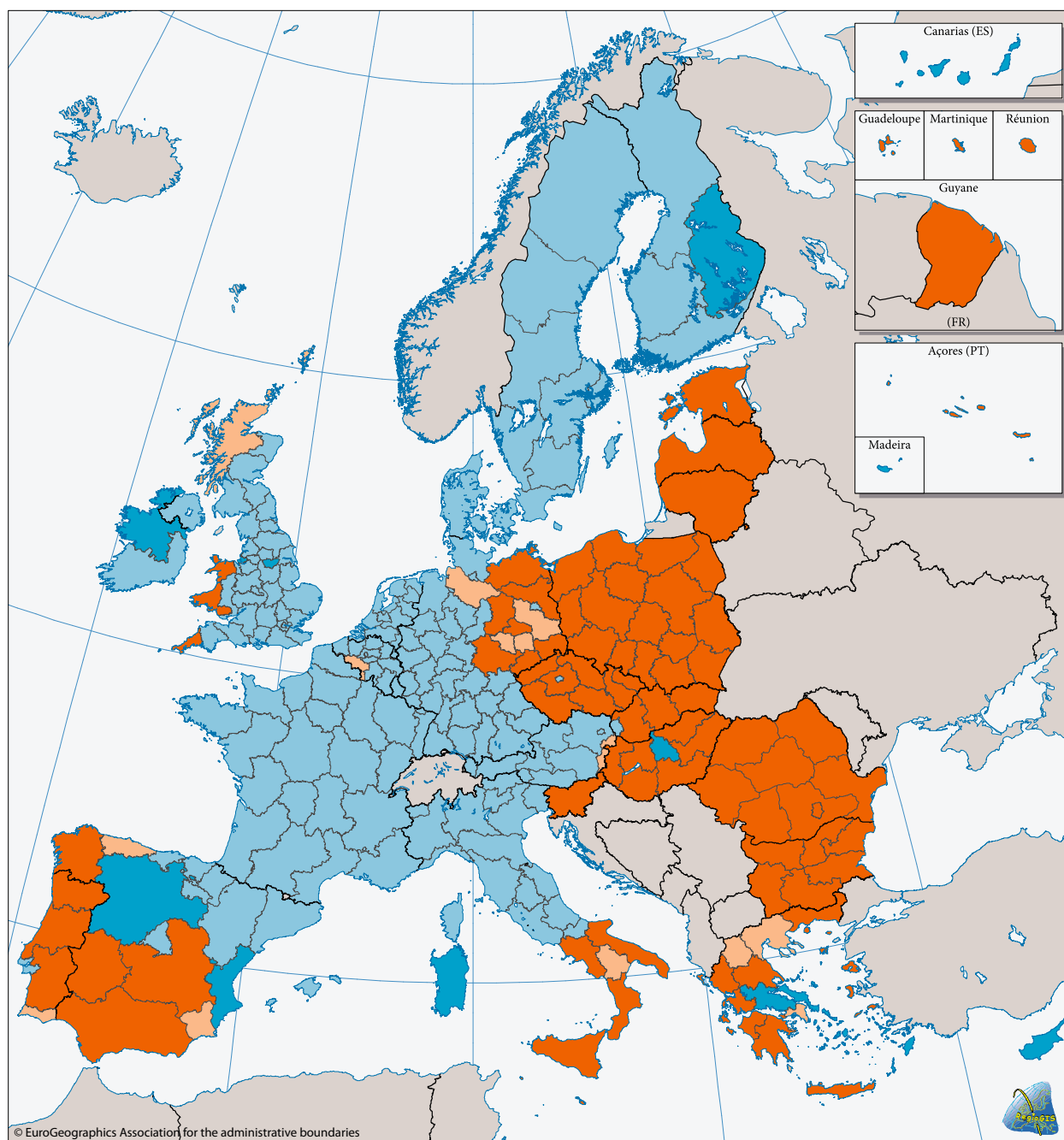
<http://www.whathaseuropedone.eu/index.php>

Pour en savoir plus:

<http://www.europeanmovement.org/fr/index.cfm>



Électrification de l'île de Clare (comté de Mayo, Irlande).



Fonds structurels 2007-2013: Objectifs «Convergence» et «Compétitivité régionale»

- Régions concernées par l'objectif «Convergence»
- Régions en phase de suppression progressive des aides (phasing out)
- Régions en phase d'instauration progressive des aides (phasing in)
- Régions concernées par l'objectif «Compétitivité régionale et emploi»

Situation telle qu'elle était en octobre 2006.

Bulgarie et Roumanie: tracé des délimitations régionales à titre indicatif seulement

0 1 000 km

Au service d'une meilleure communication: SFIT, Inform et réseaux nationaux

Par Barbara Piotrowska ⁽¹⁾

La coopération entre experts nationaux et régionaux en communication améliore l'efficacité de la communication des Fonds structurels, accroît le nombre et la qualité des propositions de projets et contribue à mieux faire connaître l'Union européenne et sa politique de cohésion.



Le Centre NOA à Anvers (Belgique) fournit des services à quinze petites entreprises, tout en faisant office de bistrot de quartier.

Plus d'un tiers du budget total de l'Union européenne, soit 347 milliards d'euros, a été alloué à la nouvelle politique de cohésion 2007-2013. Avec un montant d'une telle ampleur, la Commission européenne ne peut rien laisser au hasard en matière d'information. Or l'expérience montre que les citoyens ne sont souvent pas suffisamment au fait du rôle de la Communauté dans le financement de programmes qui renforcent la compétitivité économique, créent des emplois et consolident la cohésion interne de leurs régions.

En accord avec les États membres, plusieurs obligations d'information et de publicité ont été instaurées pour la période de programmation 2007-2013, dans la droite ligne de la période précédente. Elles visent principalement à garan-

tir que les mécanismes de financement soient transparents et que les citoyens soient informés des objectifs de ces fonds et de l'incidence de ces investissements ⁽²⁾. Il incombe aux autorités de gestion de fournir des informations aux bénéficiaires potentiels et aux citoyens. Cette tâche requiert une planification minutieuse et devrait se poursuivre tout au long de la durée de vie de tous les programmes qui reçoivent un financement du Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et du Fonds de cohésion. Pour garantir une application efficace des nouvelles règles, la Commission européenne projette de rencontrer toutes les parties concernées par la mise en œuvre des programmes opérationnels, y compris les bénéficiaires.

⁽¹⁾ Commission européenne, direction générale de la politique régionale, unité «Information et communication». Courriel: barbara.piotrowska@ec.europa.eu

⁽²⁾ Article 69 du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion: articles 2-10 du règlement de la Commission (CE) du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil.



Formation aux technologies numériques: apprentissage de la réalisation télévisuelle dans le Västernorrland (Suède).

Les nouvelles règles pour la période 2007-2013 prévoient l'élaboration d'un plan de communication qui précise les mesures d'information et de publicité nécessaires pour combler toute lacune potentielle. Ce plan devrait aussi spécifier les rôles et les responsabilités de chacune des diverses parties concernées. Chaque autorité de gestion, une personne désignée sera responsable de la mise en œuvre des mesures d'information. Pour améliorer les échanges d'informations entre les États membres et la Commission concernant les mesures d'information et de publicité prises, la Commission a créé «Inform», un réseau qui met en relation tous les responsables de la communication des autorités de gestion.

Du SFIT à Inform

Inform s'appuie sur l'expérience positive du réseau informel «SFIT» («Structural Funds information Team»/Équipe d'information sur les Fonds structurels), créé en 2002, à la demande des responsables de la communication. À la fin de 2006, le SFIT comptait près de 100 membres issus des 25 États membres et s'était réuni huit fois. Parmi ses réalisations les plus remarquables on peut citer:

- la publication du guide pratique de la communication sur les Fonds structurels 2000-2006 ⁽³⁾, élaboré conjointement par l'unité «Information et communication» de la direction générale de la politique régionale et par le ré-

seau. Une grande partie de ce guide restera d'application durant la nouvelle période;

- la création d'une base de données de près de 200 bonnes pratiques d'information, disponible sur le site internet Inforegio ⁽⁴⁾.

Outre ces productions concrètes, le réseau a généré d'autres réalisations intangibles mais tout aussi importantes, telles que les contacts personnels entre participants de divers États membres, qui ont permis d'organiser des réunions supplémentaires et des échanges d'information informels mais précieux. Des réunions semestrielles, tenues dans un climat convivial, ont été le théâtre de présentations animées de diverses initiatives d'information, telles qu'un feuilleton sur les Fonds structurels en Pologne, un concours interscolaire sur les Fonds structurels en Murcie (voir la section «Témoignage» correspondante) et un site internet hongrois énumérant tous les bénéficiaires de financements européens, pour ne citer que quelques exemples ⁽⁵⁾. En outre, chaque réunion a été subdivisée en plusieurs groupes de travail, au sein desquels les participants, forts de leur expérience et de leur savoir-faire, ont pu approfondir des sujets spécifiques ou chercher des solutions à des problèmes communs.

Le nouveau réseau communautaire Inform, qui remplace le SFIT, vise à rassembler les responsables de la communication de tous les programmes opérationnels mis en œuvre dans le

⁽⁴⁾ http://ec.europa.eu/regional_policy/country/commu/outils_fr.htm

⁽⁵⁾ La documentation relative à ces réunions est disponible sur le site: http://ec.europa.eu/regional_policy/country/commu/events_fr.htm

⁽³⁾ http://ec.europa.eu/regional_policy/country/commu/guide_fr.htm



Parents et enfants sont à la fête au nouveau centre familial pour immigrés de Vantaa (Finlande).

cadre du FEDER et du Fonds de cohésion. Il entend principalement permettre le partage d'expériences et l'identification de moyens d'améliorer la qualité des activités de communication, de mieux faire connaître les avantages des interventions communautaires parmi les bénéficiaires potentiels et le grand public et d'améliorer la visibilité des projets financés par l'Union européenne. Voici les thèmes prioritaires proposés pour la période 2007-2013:

- **Transparence.** Intégration des sites internet fournissant des informations sur les Fonds structurels et des listes de bénéficiaires.
- **Coopération** entre les réseaux aux niveaux régional/national/communautaire et, éventuellement, avec les représentations de la Commission.
- **Succès,** soulignant les réalisations de la politique de cohésion.
- Diverses **activités communes vis-à-vis des médias.**

La direction générale de la politique régionale a approuvé et encouragé la création de ce réseau. Elle soutiendra ses activités et les échanges d'informations en documentant le processus. Elle coopérera aussi avec un réseau similaire pour le Fonds social européen, appelé «INIO». De plus, elle élaborera une plate-forme en ligne, fournissant des nouvelles et des documents.

Les représentants du réseau, un responsable de l'information désigné au niveau central et, par État membre, deux ou trois responsables chargés de l'information dans les programmes opérationnels se réuniront à Bruxelles. Ils devront faire rapport sur les résultats de ces réunions à leurs collègues dans leurs États membres et régions respectifs.

Le réseau peut créer en son sein des groupes de travail centrés sur la tâche, en vue de rédiger des manuels thématiques, des lignes directrices ou des rapports, notamment

sur les sujets suivants: élaboration et mise en œuvre du plan de communication, transparence, présentation d'informations sur les bénéficiaires, sélection et présentation de succès, campagnes d'information ciblant des groupes spécifiques, informations en ligne, travail avec les médias et évaluation des activités de communication.

Réseaux nationaux

En principe, des réseaux nationaux similaires à ceux qui sont déjà en place dans certains États membres seront créés. Au Royaume-Uni, un réseau de ce type se met actuellement en place, avec la collaboration de la représentation de la Commission européenne.

Une conférence sur l'information et la publicité relatives aux Fonds structurels, intitulée «*Telling the story — Cohesion Policy for Growth and Jobs*», se tiendra les **26 et 27 novembre 2007** à Bruxelles. Elle entend attirer des responsables de la communication de tous les programmes opérationnels. Entre 400 et 500 participants sont attendus. Cet événement permettra la présentation de diverses approches de la communication et offrira de nombreuses opportunités de mise en réseau.



Panneau indiquant la construction d'une nouvelle station de métro à Prague (République tchèque).

Hongrie

«“Hongrie en ligne”: innovation pour une participation active des citoyens»

Gabriella Lantos, Agence nationale de développement de Hongrie



Chez nous, les autorités sont parvenus à instaurer un nouveau «dialogue numérique» pour faciliter une participation active des citoyens au débat sur la meilleure façon d'utiliser les fonds européens. L'internet est aussi utilisé pour aider ceux qui souhaitent introduire une demande de financement européen, ce qui garantit le plus haut degré de transparence.

Les citoyens ont parfois l'impression que les décisions les plus importantes sur leur vie sont prises sans leur avis. Beaucoup pensent aussi que le contexte institutionnel de l'Union européenne est complexe et qu'il n'est pas facile de s'y retrouver. Il s'agit là de préoccupations compréhensibles, qui ne sont pas toujours dénuées de fondement. En Hongrie, toutefois, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour y répondre. De gros efforts ont en particulier été consentis pour satisfaire la demande d'informations émanant du grand public et pour dégager un consensus social sur l'orientation future de la politique de développement.

Le gouvernement hongrois et l'Agence nationale de développement, qui est responsable de la gestion des fonds européens, reconnaissent l'importance d'associer le plus de personnes possible à l'élaboration des bases du développement futur du pays. À cet égard, ils ont la ferme conviction que personne ne sait mieux que le simple citoyen ce qu'il y a à faire et quelle est la meilleure méthode pour y parvenir. C'est pourquoi l'Agence nationale de développement a rédigé un questionnaire électronique sur ses propositions de développement, qu'elle a envoyé en mars 2006 à plus de 5 000 organisations différentes, dont des associations professionnelles, des lobbys, des associations ainsi que des cercles scientifiques et commerciaux. Ce processus a également été ouvert aux citoyens, qui pouvaient télécharger le questionnaire sur la page d'accueil de l'Agence après avoir complété un simple formulaire d'inscription en ligne. Après une analyse des résultats de ce premier tour du processus de consultation, quelque 4 000 organisations partenaires ont été recontactées à la fin de juillet 2006 pour donner leur avis sur les idées présentées. Parallèlement, une autre consultation a ciblé les principales organisations professionnelles et de la société civile.

La Hongrie fait œuvre de pionnier en matière de promotion du dialogue social mais aussi de numérisation des informations de soumission aux appels d'offre. Pour qu'un projet passe du stade de la conception à celui de la réalisation concrète, il faut

que les demandeurs comprennent le processus des appels d'offres européens. Grâce à un moteur de recherche européen, détaillé et convivial, accessible sur le site internet de l'Agence nationale de développement, toute personne peut aujourd'hui rechercher un appel d'offres qui l'intéresse. À ceux qui ont déjà fait offre, le site internet fournit des informations actualisées sur l'état d'avancement du processus d'appel d'offres. Aujourd'hui, des rapports intermédiaires peuvent aussi être soumis sous format électronique. Par ailleurs, la liste complète des projets financés par l'Union européenne et des bénéficiaires en Hongrie est publiée sur ce site et mise à jour toutes les deux semaines. Cette liste peut considérablement aider les candidats potentiels en leur donnant une idée claire du montant d'aide qu'ils pourraient recevoir et pour quels types de projets. La présentation des bonnes pratiques vise aussi à stimuler les idées et à permettre au grand public de mieux comprendre ces processus. Actuellement, l'Agence, placée sous l'autorité du gouvernement hongrois, travaille à d'autres projets télématiques. Par exemple, il sera bientôt possible de déposer sous format électronique des demandes d'aide financière européenne. De plus, le personnel de l'Agence s'emploie à créer un système en ligne de traitement des plaintes.

À l'avenir, l'administration hongroise tient résolument à garantir une participation maximale du public aux décisions concernant le développement du pays et une transparence complète en matière de gestion et d'utilisation des fonds communautaires.

Contact: szucs.judit@meh.hu (<http://www.nfh.hu>)



L'équipe de communication de l'Agence nationale de développement.

Lettonie

«Quand les Fonds européens passent à la radio et à la télé»

Sanda Rieksta, chef de l'unité «Information et publicité», Autorité de gestion des Fonds structurels européens, ministère des finances, République de Lettonie



Marquée par l'octroi de la première tranche des Fonds européens post-adhésion, 2004 a posé un réel défi à l'administration lettone: la Lettonie allait recevoir 625 millions d'euros des Fonds structurels et 710 millions d'euros du Fonds de cohésion pour la période 2004-2006. Ce financement a été réparti entre tout un éventail de projets visant à améliorer les infrastructures routières, à développer le tourisme, à améliorer la fourniture d'eau potable, à moderniser les universités et les institutions de recherche, à créer de nouveaux emplois et à perfectionner les programmes de formation, à promouvoir l'esprit d'entreprise, l'agriculture, la pêche, etc. Un sondage réalisé en décembre 2004 a montré que la télévision et la radio étaient la principale source d'informations sur les Fonds européens pour 69 % et 41 % de la population, respectivement. Comme la télévision et la radio

étaient aussi les sources les plus populaires d'informations sur les Fonds européens en 2005 et 2006, l'Autorité de gestion a décidé d'utiliser ces médias pour diffuser des informations sur ces financements.

Des programmes radio et télévisés réguliers ont commencé à être diffusés en février (radio) et mars 2005 (télévision). Pour assurer la meilleure qualité possible de ces programmes, l'Autorité de gestion a organisé un concours public pour sélectionner l'équipe de production. C'est ainsi qu'a vu le jour un programme radio hebdomadaire de 20 minutes, intitulé «Clés pour les Fonds européens» (*Eiropas fondu atslēgas*), diffusé sur la radio nationale tous les mercredis. Ce programme donne aux auditeurs des informations sur les Fonds européens et des exemples de projets financés par l'Union européenne, agrémentés de visites de sites et d'interviews de personnes et de communautés locales bénéficiaires des projets. Un lundi sur deux, un programme télévisé de 26 minutes, intitulé «Eurobus» (*Eiropas busiņš*), présente des projets financés par l'Union européenne et explique comment introduire une demande de Fonds européens. Eurobus est en fait un minibus, qui parcourt la Lettonie, à la rencontre des personnes prenant part à des projets financés par l'UE. En 2005, Eurobus a commencé par une série détaillant six étapes pour développer un projet financé par l'Union européenne, puis a présenté les huit agences de mise en œuvre de Lettonie. Tout comme Clés pour les Fonds européens, Eurobus entreprend des visites de sites et explore le parcours suivi par les gens pour introduire une demande de Fonds européens.

Ces deux programmes ont un excellent taux d'écoute. Lorsqu'il fut lancé en 2005, le programme radio atteignait 10 % de tous les auditeurs radio, soit 45 000 personnes, mais à la fin de 2006, cette part était de 7,3 %, soit 35 400 auditeurs. Quant au programme télévisé, il touchait 25 % des téléspectateurs en 2005, pour passer en 2006 à 33 %, soit 230 000 téléspectateurs. À la fin de 2006, un total de 99 programmes radio et 41 programmes télévisés avaient été diffusés sur la télévision et la radio nationales. N'importe qui peut suivre le périple passionnant de l'Eurobus ou tourner les Clés des Fonds européens sur la page internet des financements européens: <http://www.esfondi.lv> en cliquant sur la bannière «TV et radio» sur la droite de la page <http://www.esfondi.lv/page.php?id=698>.



Reportage dans une ferme lettone.

Contact: <http://www.esfondi.lv>

IRLANDE

Campus d'entreprises



Coût total: 2 673 685 EUR

Contribution UE: 1 905 000 EUR

«Le "Centre d'innovation et de recherche des Midlands" (MIRC) de l'Athlone Institute of Technology est un carrefour pour les entreprises du centre de l'Irlande. Le MIRC est une pépinière d'entreprises innovantes, fondées sur la connaissance mais il donne aussi des formations aux entrepreneurs et aux jeunes entreprises et met ses ressources et savoir-faire à leur disposition. Dispensé au MIRC, le Midlands & West Enterprise Programme est une formation d'un an qui donne aux entrepreneurs les compétences de gestion, les réseaux, les installations et le soutien nécessaires pour mener à bien le processus de démarrage d'une entreprise. Le MIRC stimule la croissance économique de la région en accélérant le développement de jeunes entreprises fondées sur la connaissance par le biais de services d'incubation et de soutien aux entreprises. Le Centre a ainsi incubé et soutenu 24 jeunes entreprises depuis 2003.»

Michael Lonergan, directeur, Midlands Innovation & Research Centre
mlonergan@ait.ie

PORTUGAL

Route de l'art roman dans la vallée de Sousa



Coût total: 3 535 179 EUR

Contribution UE: 2 651 384 EUR

«Non loin de Porto, dans le nord du Portugal, la vallée de Sousa est connue pour son architecture romane, qui date de la naissance de la nation portugaise. Composé principalement de bâtiments religieux mais comprenant aussi des tours et ponts, ce patrimoine architectural constitue un aspect important de la culture locale et pourrait largement contribuer au développement du tourisme dans la région. Consciente de cette opportunité, l'Association des municipalités de la vallée de Sousa et de la région de Norte a créé, en 2003, un projet intégré, visant à restaurer les bâtiments de style roman, à souligner leur importance culturelle et à promouvoir l'ensemble du patrimoine architectural de la région en tant qu'important attrait touristique. Les travaux de rénovation étant en grande partie terminés, les activités de promotion et de commercialisation ont été lancées en 2006. Elles visent à faire de cette "Route de l'art roman" une des principales attractions touristiques du Portugal.»

Jorge Sobrado, responsable de la communication, objectif n° 1, Nord du Portugal
jorge.sobrado@ccdr-n.pt

AUTRICHE

Parc thématique et pôle de compétences sur le café



Coût total: 1 513 000 EUR

Contribution UE: 302 600 EUR

«Le monde de Schärff à Neusiedl-am-See, dans le Burgenland, est un centre de compétences et un parc thématique unique au monde. Des mélanges de cafés spéciaux y sont élaborés pour le marché autrichien et pour la distribution à une chaîne de 90 cafés en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Slovaquie et aux États-Unis. Les partenaires, clients et travailleurs de la société Schärff sont initiés aux secrets de la bonne infusion et commercialisation du café. Plus de 700 travailleurs de 200 entreprises différentes ont été formés depuis la création de l'entreprise en 2005. Après construction du parc, avec l'aide de fonds de l'objectif n° 1 et l'apport de capital-risque régional, la société a déménagé de Wiener Neustadt à Neusiedl-am-See. À la fin de 2006, 80 personnes, habitant pour la plupart le Burgenland, travaillaient dans le parc thématique et le centre de compétences.»

Sonja Seiser, responsable de l'information, objectif n° 1 Burgenland

Sonja.seiser@rmb.co.at

POLOGNE

Soutien à l'université Nicolas Copernic



Coût total: 3 900 000 EUR

Contribution UE: 2 925 000 EUR

«La faculté de mathématiques et d'informatique de l'université Nicolas Copernic de Torun est considérée comme un des grands centres scientifiques de Pologne. C'est une institution régionale phare pour l'enseignement de l'informatique, des mathématiques et des statistiques à tous les niveaux. Avec le soutien de l'Union européenne, ses bâtiments ont récemment été agrandis dans un style compatible avec l'architecture d'origine, à savoir celle de la fin des années 30. La nouvelle aile abrite un amphithéâtre d'une capacité de 350 places, une salle de conférences, 10 laboratoires informatiques, 40 salles pour le personnel universitaire et plusieurs autres installations. Un service de la faculté, appelé "Centre pédagogique régional pour les technologies d'information et de communication (TIC)", est également implanté dans la nouvelle aile. Désormais accessible à tous les habitants de la région, il sert de centre de formation et de certification dans plusieurs domaines, allant des activités les plus élémentaires aux technologies d'information et de communication les plus avancées.»

Adam Jakubowski, coordinateur de projet, université Nicolas Copernic
adjakubo@mat.uni.torun.pl

La péninsule anglaise entre l'«Objectif n° 1» et l'objectif «Convergence»

Marée haute en Cornouailles

Bénéficiaire de l'«Objectif n° 1» en 2000-2006 et éligible à l'objectif «Convergence» pour 2007-2013, la région des Cornouailles et des îles Scilly connaît un véritable regain socio-économique: d'une région rurale en crise vivant essentiellement de ressources primaires et touristiques, le finistère de l'Angleterre est en train de devenir une économie de la connaissance dont les maîtres mots sont ouverture, diversité, innovation et qualité.



Vue générale du projet «Eden» près de St-Austell.

«Dans un sens, cet endroit symbolise tout à fait l'évolution de notre économie locale», fait remarquer David Brewer, président de la Chambre de commerce des Cornouailles, en commentant la photographie d'une galerie minière. «Autrefois, le lieu servait à expérimenter des explosifs; aujourd'hui, on y teste le nouveau robot mis au point par l'université.»

Signe des temps, le robot en question — plus précisément, un véhicule à chenilles téléguidé — servira probablement davantage à des interventions liées à la surveillance et à l'antiterrorisme dans des endroits inaccessibles à l'être humain qu'au redéveloppement de l'industrie minière locale. Mais ce qui est révélateur surtout, c'est que Jobling Purser LLP, son créateur, est une des nombreuses *spin-off* hébergées sur le pôle universitaire de Tremough, véritable moteur du processus de redéploiement économique à l'œuvre depuis quelques années dans cette région excentrée, l'une des plus rurales du Royaume-Uni.

«C'est tout notre avenir qui disparaissait», raconte Nigel Hewitt, coordinateur des «universités jume-

lées en Cornouailles» (Combined Universities in Cornwall/CUC). «Avec le déclin économique des années 80 et mis à part les quelques centres d'excellence dont nous disposons dans nos spécialités traditionnelles — la pêche, l'agriculture et l'exploitation minière —, les Cornouailles connaissaient un exode des cerveaux; chaque année, c'est un millier de jeunes aspirants aux études supérieures qui s'en allaient... Pour ne plus revenir.»

Le projet «CUC» été mis en œuvre pour contrer cette fuite des jeunes talents locaux. «Les universités jumelées sont avant tout un projet économique pour aider la région à saisir les opportunités que représente l'économie de la connaissance», explique le professeur Keith Atkinson, recteur de l'université d'Exeter en Cornouailles, une partenaire des «CUC» avec l'université de Plymouth, le Falmouth University College, l'Open University du Sud-Ouest et huit autres établissements d'enseignement supérieur. «L'idée était de fédérer toutes les écoles supérieures disséminées sur le territoire en les «combinant» autour d'une plate-forme structurante. Les universités d'Exeter et de Plymouth se sont tout de

suite montrées très intéressées pour animer, alimenter et contribuer à développer ce nouvel outil de connaissance et de développement.»

Expérience unique à ce jour au Royaume-Uni et en Europe, le projet «CUC» a adopté une approche progressive. La phase 1 a vu la construction de l'impressionnant «Campus Hub» de Tremough ainsi que l'ajout ou la modernisation de bâtiments sur le site d'autres établissements supérieurs spécialisés des Cornouailles. L'objectif était de pouvoir accueillir plus de 2 000 étudiants. La phase 2 a été lancée en mars 2005 et implique également la construction de nouveaux bâtiments et l'aménagement d'installations existantes, afin d'ouvrir 2 400 places supplémentaires d'ici à 2007. Coût total: 220 millions d'euros, dont 95,4 millions fournis par le Fonds européen de développement régional et 16,7 millions par le Fonds social européen. Les modalités d'une troisième phase sont en cours d'élaboration dans le cadre du nouvel objectif «Convergence» auquel le comté de Cornouailles et les îles Scilly sont éligibles pour 2007-2013. Selon le professeur Atkinson, cette nouvelle phase prévoirait le développement d'un centre de recherche sur les énergies renouvelables.

Au-delà du développement des infrastructures et de l'offre académique (plus de 400 cours universitaires sont à présent disponibles), c'est l'esprit d'innovation et la volonté de convertir l'innovation en entreprises commerciales et en emplois qui sont l'essence même du nouveau pôle universitaire des Cornouailles. Les «CUC» hébergent des équipes de chercheurs d'envergure internationale qui ont déjà mis au point, à l'instar du véhicule-robot, plusieurs technologies d'avant-garde, notamment: un appareil ultra sophistiqué d'analyse de particules de sols utilisé en criminologie à l'échelle du Royaume-Uni; un biocarburant produit à partir des vieilles huiles de friture et actuellement testé sur le moteur diesel d'un bateau de pêche; un projet de centrale sous-marine pour la production d'énergie par les vagues. Plus généralement, l'université génère des «jeunes pousses» et attire l'installation d'entreprises sur le campus ou à proximité, en particulier dans les domaines où elle excelle: sciences du vivant et de l'environnement, ingénierie, design, communication...

Libérer le potentiel

Fondée à Londres dans les années 60, la société Research Instruments Ltd s'était installée en Cornouailles au milieu des années 70 mais ses locaux étaient devenus trop petits. Grâce à une aide d'environ 750 000 euros de l'Agence du développement régional du Sud-Ouest (SWRDA), elle a emménagé, en 2003, à Falmouth dans un nouveau bâtiment ultramoderne à l'image de son domaine d'activité. Spécialisée dans le matériel biomédical, l'entreprise a récemment mis au point un appareil permettant la traçabilité absolue du processus de fécondation in vitro. *«Une première mondiale»,* souligne le directeur Bill Brown, *«et qui arrive à point nommé puisqu'elle facilite aux laboratoires l'application de la directive européenne 2004/23/CE sur les normes de qualité des tissus et cellules d'origine humaine, qui commence à être transposée dans les États membres.»*

Will Thalliens est colombien et diplômé en microélectronique. *«Ce que j'aime ici, c'est de travailler sur la résolution de problèmes dans un domaine extrêmement pointu.»* L'un des concepteurs du nouvel appareil de traçabilité, Will travaille chez Research Instruments dans le cadre du programme «Unlocking Cornish Potential» (Libérer le potentiel cornouaillais), une autre démarche unique au Royaume-Uni, initiée par les «CUC» et soutenue par le Fonds social européen à hauteur de plus de 6 millions d'euros. Là encore, il s'agit de garder ou d'attirer les jeunes diplômés en Cornouailles en leur proposant des stages rémunérés dans les entreprises locales. *«Pendant un an, le diplômé a l'opportunité de vivre une expérience professionnelle correspondant à son domaine d'études»,* explique Allyson Glover qui coordonne le programme. *«Réciproquement, l'entreprise hôte bénéficie des compétences du diplômé mais aussi d'une subvention objectif n° 1 de 8 000 euros, ce qui lui permet de payer convenablement le stagiaire, au minimum 24 000 euros par an, un très bon salaire ici. Quant à nous, l'université, nous assurons un accompagnement pendant toute la durée du stage.»*



Le design textile est une spécialité des «CUC».



L'architecture du campus de Tremough conjugue modernisme et matériaux traditionnels.

Depuis 2004, ce sont 180 diplômés qui ont ainsi participé au programme dans 150 petites et moyennes entreprises (PME). Quelque 50 % des participants sont originaires des Cornouailles, 60 % ont étudié dans la région et, surtout, 72 % d'entre eux ont été engagés définitivement par la société où ils effectuaient leur stage. *«On sent que la formation a beaucoup progressé dans la région. On sent aussi, je dirais, un retour en grâce de la fabrication auprès des diplômés»*, affirme Catherine Mead, directrice de la fromagerie Lynher Dairies Cheese Company Ltd, fruit de la fusion de deux exploitations agricoles qui ont pris le train de la valorisation des produits locaux pour survivre et se développer.

Star Academy

À l'image de l'offre universitaire et du tissu productif local désormais beaucoup plus étoffés, trois activités cornouaillaises traditionnelles — la pêche, l'agriculture et le tourisme — ont entrepris de passer à la vitesse supérieure. Avec l'aide de l'objectif n° 1 et en suivant trois mots d'ordre: désaisonnaliser, monter en gamme et innover, *«ce qui revient au même»*, estime Will Ashworth, 32 ans, directeur du Watergate Bay Hotel, établissement idéalement situé sur la côte nord des Cornouailles, le paradis des surfeurs anglais.

Avec la crise économique des années 80, l'hôtel familial périclitait. À la fin des années 90, Will et son frère décident d'ouvrir une guinguette sur la plage, au pied de l'hôtel, et d'y associer une «Académie de l'extrême» axée sur les sports nautiques branchés: surf, kitesurf, planche à voile... Le succès est immédiat. En 2003-2004, la famille Ashworth investit 250 000 euros, dont 60 000 de l'objectif n° 1, pour mettre l'hôtel au goût du jour et y accueillir décemment l'«Académie de l'Extrême», ce qui permet à l'établissement de rester ouvert toute l'année. *«Il faut repousser les limites du tourisme. Quand vous avez le bon produit, vous pouvez travailler 12 mois par an, engager du personnel — nous sommes passés de 15 à 80 employés — mais aussi mieux le payer»* insiste le jeune hôtelier.

Mais ce dont Will est le plus fier, c'est l'ouverture, le 18 mai 2006, ici même sur sa plage de Watergate Bay, après Londres et Amsterdam, du troisième restaurant de la fondation «Fifteen». Créée par le célèbre cuisinier Jamie Oliver, «Fifteen» a pour vocation d'insérer des jeunes en grande difficulté au moyen d'une formation culinaire de haut niveau. Le parcours d'insertion dure 16 mois. Le jeune fréquenté d'abord un collège pendant 4 mois puis entreprend un apprentissage d'un an dans un restaurant de la fondation. À sa sortie, il n'a normalement aucune difficulté à trouver un emploi, le plus souvent dans un restaurant haut de gamme.

En 2005, Jamie Oliver séjourne à Watergate Bay et s'enthousiasme pour l'endroit. L'idée de créer un restaurant «Fifteen» le séduit, à condition que le projet bénéficie d'un appui public. *«Le dossier a été bouclé en quelques mois»*, raconte Carmen Kelemen, directrice de l'objective «One Partnership». *«Conscients qu'il fallait absolument saisir cette opportunité pour les jeunes cornouaillais défavorisés, nous avons mis autour de la table l'Agence du développement régional du Sud-Ouest, la région Sud-Ouest et l'Agence pour l'emploi, ainsi que quelques autres partenaires publics et privés. Une aide objectif n°1 de 828 000 euros a été accordée. Le dossier a été accepté en août 2005 et le restaurant ouvrait en mai 2006.»* Comme pour l'«Académie de l'extrême», le succès est total: entre mai et décembre 2006, le restaurant Fifteen Cornwall, qui représente 40 nouveaux emplois, a servi 65 000 cou-



Des chefs en herbe pleins d'avenir.

verts. «C'est bon pour les jeunes, pour le tourisme, pour l'agriculture et pour la pêche d'ici: les plats sont cuisinés à partir d'aliments provenant à 80 % des Cornouailles», précise Will Ashworth.

«La potion magique de "Fifteen Cornwall" comporte trois ingrédients: une star, un entrepreneur et un partenariat public-privé», note joliment Jacki Williams, directrice du FSE au Jobcentre Plus Devon et Cornwall, l'Agence pour l'emploi. C'est elle qui a coordonné le recrutement des stagiaires «Fifteen»: «sur 250 candidats (exclusivement des Cornouaillais âgés de 16 à 24 ans), 70 ont été sélectionnés pour un entretien, 32 ont été admis au collège et 20 participent finalement au stage.» Ajoutons que pour Jacki, «Fifteen Cornwall» n'est que le fleuron d'une pléiade de projets d'aide à l'emploi cofinancés par l'objectif n° 1: la mise de fonds de 12 millions d'euros dans ce domaine a permis d'aider 12 000 personnes, d'en insérer 4 500 sur le marché du travail et de former plus de 3 100 demandeurs d'emploi.

Guichet unique pour partenariats

L'autorité de gestion du programme «Objectif n° 1» pour les Cornouailles et les îles Scilly a mis sur pied une structure originale pour mobiliser les secteurs public, privé et associatifs, et favoriser et accompagner les partenariats locaux et régionaux: l'«Objective One Partnership Office» (Bureau du partenariat objectif 1).

Le Bureau est en quelque sorte la porte d'entrée du programme. Il a comme principales fonctions de:

- servir de portail d'information pour présenter les objectifs et les succès du programme (moyens: site internet; assistance téléphonique gratuite; newsletter consacrée au nouveau programme «Convergence»...);
- diffuser (auprès du grand public, des médias, des élus, des collectivités locales, etc.) les retombées concrètes et visibles des aides européennes investies dans la revitalisation socio-économique locale (moyens: communiqués de presse; informations régulières aux différents partenaires; site internet; conférences et événements divers);
- diriger les porteurs de projet potentiels vers l'assistance appropriée pour le montage des dossiers et l'accès au financement (moyens: assistance téléphonique gratuite; site internet);
- entretenir un dialogue permanent avec le secteur privé quant à ses besoins et son rôle dans le processus de revitalisation (organisation de conférences et d'événements divers; contact régulier avec les task-forces locales pour conférer au secteur privé un rôle moteur dans les investissements stratégiques du programme);
- promouvoir ces thèmes transversaux que sont l'égalité des chances et l'environnement (une équipe spécialisée sur ces thèmes assiste les candidats).

Pour en savoir plus: <http://www.objectiveone.com>

Les fonds «Objectif n° 1» ont également doté les Cornouailles et les îles Scilly d'un autre outil structurant: l'internet à haut débit. «Avec l'université, c'est certainement une des forces du renouveau régional», estime Ranulf Scarbrough, chercheur-informaticien et ancien responsable de «Actnow Broadband Cornwall», un partenariat public-privé mis sur pied en 2002 par l'Agence du développement régional, British Telecom, le Conseil de comté et plusieurs organisations et institutions locales pour promouvoir la large bande. «Notre mission était de connecter à l'ADSL la moitié du territoire et 3 300 entreprises. Quatre ans plus tard, c'est 99 % du territoire qui est couvert et 8 900 entreprises — une entreprise locale sur deux — sont connectées. Au début de 2007, on recense plus de 101 000 abonnés, ce qui représente un taux de pénétration de 37,3 %, alors que la moyenne nationale est de 30,5 %. Nous figurons parmi les cinq régions les plus informatisées du Royaume-Uni.»

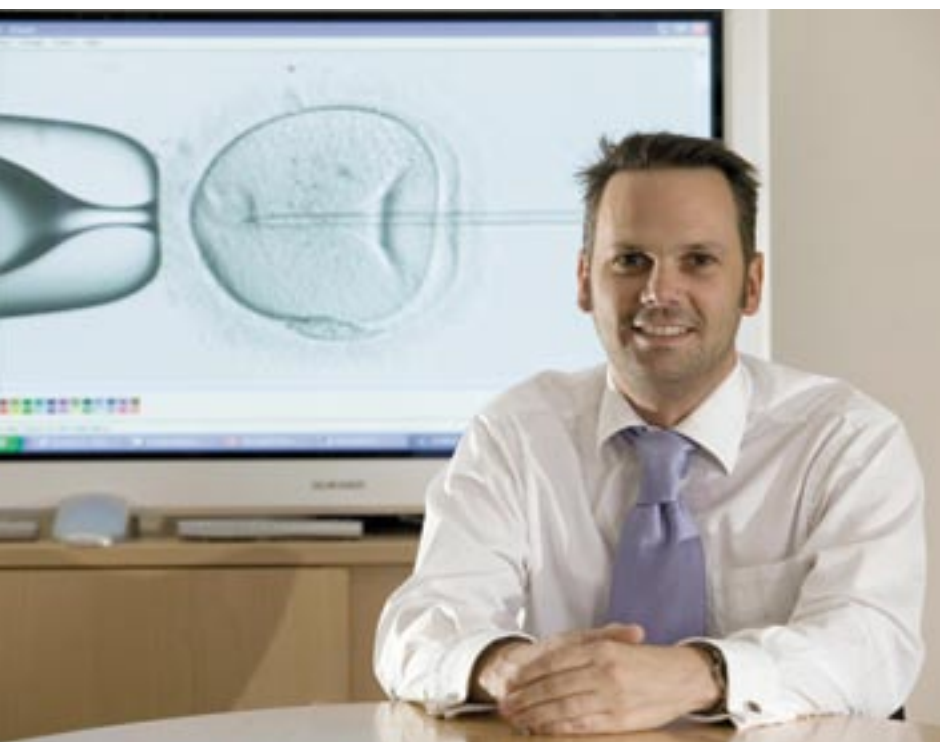
On a calculé que les quelque 22 millions d'euros (dont 9 millions de l'«Objectif n° 1») affectés au haut débit ont permis de créer ou de consolider 3 500 emplois et d'augmenter chaque année de 123 millions d'euros le produit intérieur brut des Cornouailles. «Avec la formation et l'innovation, la large bande est le ciment d'une économie moderne», rappelle Mark Yeoman, directeur-adjoint de l'«Objective One Partnership». «L'internet à haut débit nous transporte vers une économie du savoir. Il facilite énormément la mise en marché de nos produits et notre ouverture sur le monde.»



La haute cuisine se savoure au «Fifteen».

Jardin d'Eden

Jouissant du climat le plus ensoleillé des îles britanniques, les Cornouailles sont depuis très longtemps une région touristique de premier plan au Royaume-Uni. C'est une destination menacée cependant: avec l'essor du transport aérien bon marché, il est par exemple plus facile à un Londonien de rejoindre Malaga ou Faro que n'importe quelle station balnéaire de la péninsule... Pour contrer cette menace, il manquait notamment à la région une nouvelle attraction touristique forte; un manque qui sera comblé avec l'ouverture en mars 2001 de l'«Eden Project».



Bill Brown, directeur de Research Instruments Ltd.

Conçu par Tim Smit et Jonathan Ball, deux passionnés de jardins, le projet «Eden» est un gigantesque complexe environnemental dédié à la nature et au développement durable. Édifié dans l'immense trou béant laissé par une carrière de kaolin désaffectée, à quelques kilomètres de Saint-Austell, le site consiste principalement en une série d'énormes dômes alvéolés, dessinés par l'architecte Nicholas Grimshaw. Ces serres immenses, les plus grandes du monde, sont réparties en deux «biomes», l'un reproduisant les climats tropicaux humides et l'autre les climats chauds et secs de type méditerranéen. Cette réserve naturelle «sous verre» abrite plus de 100 000 espèces végétales du monde entier. En plus d'être un pôle touristique majeur, c'est aussi un lieu d'études et d'expérimentation de grande valeur: l'Institut botanique Eden entretient des liens étroits avec d'autres centres spécialisés et mène des recherches dans le domaine de l'agriculture durable.

Construit à l'occasion des célébrations du nouveau millénaire dont il fut l'un des projets phares en Grande-Bretagne, Eden a bénéficié d'une subvention massive de la loterie nationale (84 millions d'euros sur un total de 202 millions) et d'une série d'aides européennes allant de l'«Objectif n° 5b» (pour les zones rurales fragiles entre 1994 et 1999) à l'«Objectif n° 1» (24,85 millions d'euros). Ce dernier a notamment cofinancé la construction d'un magnifique pavillon éducatif, «The Core» (Le Cœur), inauguré en septembre 2005.

Le projet «Eden», qui occupe 500 personnes, a attiré plus de 8,2 millions de visiteurs entre mars 2001 et octobre 2006. «Et 38 % d'entre eux déclarent être venus en

Cornouailles à cause d'Eden», mentionne David Meneer, directeur du marketing. «Nous sommes le troisième site le plus visité d'Angleterre, après la roue du Millenium et la tour de Londres. Concrètement, la même étude économique indique que la part des touristes qu'Eden a poussés à venir en Cornouailles représente l'injection de plus d'un milliard d'euros dans l'économie du comté entre 2001 et 2006.»

Croissance

En décembre 2006, l'Office national des statistiques annonçait un taux de croissance de 6,7 % pour la région des Cornouailles et des Îles Scilly, soit plus que moyenne britannique (6 %) et juste derrière les trois régions les plus performantes du pays — Gloucester, Wiltshire et North-Somerset (6,9 %).

«L'«Objectif n° 1» a été un fantastique coup de pouce pour l'économie de cette région», constate Phil McVey, directeur des programmes européens à l'Agence du développement régional du Sud-Ouest. «Le défi maintenant, c'est de capitaliser ce succès et de «transformer l'essai» avec l'objectif «Convergence». C'est une occasion extraordinaire, qui ne se reproduira plus car les Cornouailles sont en train de réussir leur redéveloppement.»



Nathan de Rosario, directeur de «Seafood Cornwall», en train de ferrer le maquereau dans la baie de St-Ives.

RÉPUBLIQUE TCHEQUE

Parc technologique et scientifique de Pilsen



Coût total: 8 700 000 EUR
Contribution UE: 5 300 000 EUR

«L'idée de construire un parc scientifique et technologique avait été mise de côté au début des années 90 pour être réactivée en 2002-2004, lorsque la ville a décidé de soutenir les nouvelles technologies et la création d'un pôle régional de recherche autour de l'université de Bohême occidentale à Pilsen. La construction du parc scientifique et technologique de Pilsen a débuté en 2004. Il s'agit de stimuler la recherche et le développement au niveau régional et de renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises en encourageant l'innovation et la valorisation des résultats des recherches. Ce parc offrira aussi des opportunités de carrière aux diplômés de l'université et créera la masse critique nécessaire pour attirer des projets de recherche et de développement en provenance d'autres régions tchèques et de l'étranger. Les travaux devraient se terminer au cours du second semestre de 2007.»

Emil Chochole, président du Conseil d'administration et directeur général de la région de Pilsen
emil.chochole@vtpplzen.cz, <http://www.vtpplzen.cz>

MALTE

Écomusée de la pierre à chaux



Coût total: 139 534 EUR
Contribution UE: 36 782 EUR

«Le "Limestone Heritage" à Siggiewi est un écomusée consacré à la plus ancienne activité industrielle de Malte, l'exploitation du calcaire, qui remonte à la préhistoire. Depuis la carrière jusqu'aux palais princiers en passant par les humbles chaumières, ce complexe propose un parcours didactique à travers les siècles. Construit sur le site impressionnant d'une carrière désaffectée, l'écomusée a connu un succès immédiat auprès des visiteurs locaux et étrangers, si bien qu'après tout juste quatre ans de fonctionnement, il s'est avéré nécessaire de moderniser et de développer les installations. Ainsi, la présentation vidéo a été mise à jour et le nouvel auditorium est équipé de sièges confortables, munis de diffuseurs multilingues. Un site internet a été créé et 20 000 brochures en couleur ont été publiées.»

Manuel Baldacchino, The Limestone Heritage
info@limestoneheritage.com

SUÈDE

Fonds de capital-risque



Coût total: 10 670 000 EUR
Contribution UE: 2 445 000 EUR

«Dans la région de Västra, zone "Objectif n° 2" de l'ouest de la Suède, le capital-risque est rare et les entreprises éprouvent des difficultés à financer leur croissance sur fonds propres. La société "AB Vestra Partnerinvest" a été créée pour résoudre ce problème. Financée en partie par le FEDER et disposant aussi de son propre fonds de capital-risque de 5 780 000 euros, elle mobilise des partenaires intéressés (investisseurs privés, sociétés de capital-risque...), avec lesquels elle signe des accords. Ces partenaires identifient alors les opportunités d'investissements au sein de la zone "Objectif n° 2" et évaluent les entreprises concernées. Si Vestra Partnerinvest et ses partenaires s'entendent pour soutenir une entreprise, les deux parties investissent à parts égales et aux mêmes conditions. Grâce à ce dispositif, 2,14 millions d'euros ont été investis dans la région à ce jour.»

Ingemar Jonsson, directeur de projet, AB Vestra partnerinvest,
ingemar.jonsson@vestrapartner.se

ITALIE

Marimed — La pêche au service d'un développement touristique durable



Coût total: 2 248 416 EUR
Contribution UE: 1 150 000 EUR

«Le projet "Marimed" — la pêche au service d'un développement touristique durable — a testé un modèle innovant de promotion et de développement touristique dans les communautés de pêcheurs de la Méditerranée. En créant un réseau d'entités publiques et privées (institutions, entreprises locales, établissements d'enseignement, associations professionnelles, etc.), les partenaires italiens, français et espagnols ont élaboré des stratégies communes pour développer un tourisme respectueux du patrimoine naturel et socioculturel de diverses villes côtières méditerranéennes. Certaines traditions maritimes locales ont été valorisées pour confier de nouveaux rôles aux pêcheurs en tant que "promoteurs et enseignants de la culture maritime", ce qui offre à ceux-ci de nouvelles opportunités de développement économique et professionnel. Certains produits touristiques novateurs favorisant de nouvelles activités maritimes ont également été explorés et l'identité maritime des communautés locales a été renforcée par la promotion de la pêche et d'autres activités maritimes, ainsi que des traditions culinaires locales. Le projet "Marimed" a aussi contribué à sensibiliser les populations locales à la préservation de leur environnement.»

Maura Mingozzi, chef de projet, région Emilie Romagne
Mmingozzi@regione.emilia-romagna.it



Région de Murcie (Espagne)

«Un jeu-concours sur le rôle des Fonds européens en Murcie»

Inmaculada García Martínez, conseillère en affaires économiques, région de Murcie

La Murcie est la région d'Espagne qui a connu la plus forte croissance économique entre 2000 et 2006. Cette croissance, très visible, est due en grande partie à l'action des Fonds structurels dont les différentes interventions sont regroupées dans le programme opérationnel régional.

En tant qu'autorité de gestion, nous nous sommes fait un devoir d'appliquer la réglementation communautaire en matière d'information et de publicité de ce programme. Pour ce faire, nous avons conçu un plan visant à sensibiliser les citoyens de notre région à l'action de l'Union européenne, à familiariser le grand public avec ces outils de financement que sont les Fonds européens et à faire savoir que beaucoup d'infrastructures touchant la vie quotidienne — le collège où étudient nos enfants par exemple — sont cofinancés par les Fonds structurels.

Avec le ministère de l'économie et des finances, autorité régionale de gestion des Fonds structurels, et le ministère de l'éducation et de la culture, nous avons décidé d'organiser un concours intercollèges auquel participeraient des équipes d'adolescents âgés de 13-14 ans.

On a tout d'abord adapté le jeu de société «*Creemos con Europa*» (Nous grandissons avec l'Europe) en orientant les questions du jeu sur le rôle des Fonds structurels dans la région de Murcie. L'étape suivante a consisté à impliquer un très grand nom-

bre d'élèves, de professeurs et de responsables d'établissements scolaires. Pour cela, nous avons lancé une campagne de publicité dans les grands médias (presse écrite et télévision) avec comme résultat l'inscription de 3 000 élèves provenant de 80 centres éducatifs.

Le concours s'est déroulé en trois phases: une première épreuve a eu lieu dans les écoles participantes avec chaque fois une équipe gagnante; une deuxième phase au niveau communal d'où sont sorties neuf équipes finalistes; enfin, l'ultime étape, retransmise par une chaîne de télévision régionale, où, sur les neuf équipes, trois se sont affrontées en «grande finale».

Une des clés du succès du concours a été l'implication des enseignants qui fut indispensable pour mener à bien le projet. Il faut aussi souligner la qualité des récompenses remises aux participants et à leurs professeurs. L'importance des récompenses augmentait à chaque nouvelle phase de la compétition (1. jeu de société; 2. agenda électronique et console vidéo; 3. téléphone portable et vélo tout terrain), l'équipe gagnante se voyant offrir un voyage à Bruxelles comprenant une visite des institutions européennes.

Mais ce concours n'aurait jamais pu voir le jour sans l'appui de sponsors, notamment la caisse d'épargne régionale, convaincus que la sensibilisation à l'action des fonds européens méritait un effort financier.

Forts de l'engouement soulevé par la première édition qui s'est déroulée pendant l'année scolaire 2005-2006, nous sommes en train d'organiser une nouvelle édition du concours.

Le concept est facilement transférable dans n'importe quel État membre, les règles du jeu et les modalités du concours pouvant être facilement adaptées. L'important, c'est que l'acquisition de connaissances sur l'Europe et la motivation des participants soient récompensées par des prix intéressants.

Pour en savoir plus: consejera-hac@carm.es
(<http://www.carm.es/ceh>)



Quatrième conférence «Définir les bonnes pratiques»

Bonnes rencontres à Graz

«Nouveaux horizons à Graz — Définir les bonnes pratiques IV»: du 15 au 17 novembre 2006, la capitale du Land autrichien de Styrie a accueilli les délégués des régions de l'UE venus débattre de l'élaboration de projets innovants, des possibilités offertes par les nouveaux outils d'ingénierie financière et des moyens de promouvoir la société de la connaissance. L'enjeu: transférer les acquis de l'expérience dans les projets de la génération 2007-2013.



Un bâtiment de la pépinière d'entreprises «Graz, ville de la connaissance».

Deuxième ville et troisième centre économique d'Autriche, important pôle universitaire et culturel, Graz fut au long de son histoire une cité carrefour où la rencontre d'influences diverses, entre Europe centrale et Méditerranée, a façonné un art de vivre particulier. Elle se devait de faire bon accueil aux délégués des autorités de gestion des programmes des Fonds structurels — un total de 213 praticiens et experts de 21 pays, Bulgarie et Roumanie comprises — venus échanger leurs «bonnes pratiques» à l'occasion de la quatrième conférence annuelle organisée sur ce thème. Calendrier oblige, il s'agissait plus particulièrement, cette fois-ci, de capitaliser l'acquis de la période écoulée afin d'accroître la qualité et l'impact des futurs projets de la programmation 2007-2013. Dans cette perspective, les ateliers ont porté sur trois thèmes:

A. L'élaboration et le développement de projets innovants — appels d'offres et procédures, phase de démarrage, étapes de consolidation et d'accompagnement, création d'un «effet domino» à partir de projets d'infrastructures de R & D et d'innovation, rôle des clusters et des agences de développement — avec la présentation d'exemples de République tchèque, de Hongrie, d'Autriche et de Pologne.

B. Une ingénierie financière innovante: à côté des subventions publiques (dont celles des Fonds structurels) et des prêts bancaires tradi-

tionnels, d'autres formes de financement — fonds renouvelables ou microcrédits, fonds de capital-risque, garanties... — peuvent aider à la création et au développement de PME innovantes. Des exemples aux Pays-Bas et au Royaume-Uni en donnent une illustration. L'initiative Jeremie (ressources européennes conjointes pour les micro à moyennes entreprises), récemment lancée par la Commission et le groupe Banque européenne d'investissement (BEI) et Fonds européen d'investissement (FEI), permettra d'utiliser une partie des Fonds structurels par l'intermédiaire du FEI pour faciliter l'accès des PME à des formules de financement adéquates.

C. Société de la connaissance: les projets qui font la différence. Le niveau d'investissement dans les nouvelles technologies d'information et de communication détermine largement le potentiel de croissance et d'emploi de l'Union européenne. D'où l'importance des projets qui favorisent l'avènement d'une société de l'information pleinement inclusive, où les TIC sont diffusées tant dans les entreprises que dans les services publics et les ménages. Un partenariat public-privé solide, bâti sur un modèle triangulaire (entreprises, pouvoirs publics, recherche), offre un cadre approprié à de tels projets, comme en témoignent des expériences menées en Suède et au Royaume-Uni.

Combiner les outils, s'approprier les projets

Pour en donner un bref écho, les conclusions de l'atelier A ont notamment mis en lumière l'importance — et le chemin difficile — d'une coopération mutuellement motivée entre le monde des entreprises et celui de la recherche et du développement, en particulier sous la forme de clusters.

Importance aussi des Fonds structurels pour l'effet de levier qu'ils exercent en faveur des projets innovants: nombre de ces derniers n'auraient pas vu le jour ou pas connu le même essor sans ce soutien. La principale source de difficultés réside dans les systèmes institutionnels de mise en œuvre des Fonds. Un bon travail préliminaire — collecte d'idées et élaboration du projet, sa préparation concrète — joue un rôle essentiel pour l'obtention d'un financement. La combinaison d'outils complémentaires aboutit aux meilleurs résultats, en n'oubliant pas que chaque instrument a ses avantages et désavantages, que les contextes sont différents et qu'il n'y a pas de panacée.

Les débats de l'**atelier B** ont montré que les Fonds structurels, par l'attrait qu'ils permettent d'exercer sur les capitaux privés, peuvent être utilisés pour favoriser un changement d'habitudes en matière de financement des PME, en amenant celles-ci à passer des subventions aux investissements et à mieux s'«approprier» leur projet. Le recours au capital-risque peut constituer pour les entreprises un outil de compétitivité et d'innovation, en ligne avec les objectifs de Lisbonne. L'expérience indique toutefois que la réalisation d'un montage financier innovant requiert de grands efforts pour faire face à des situations souvent complexes et satisfaire aux exigences de la réglementation. Il s'agit aussi de toujours prendre en compte les besoins et les capacités concrets des petites entreprises.

Société de la connaissance: des bénéfices tangibles pour tous

Parmi les thèmes qui se sont dégagés de l'**atelier C**, on s'accorde sur le réel potentiel de développement que recèle pour les régions une stratégie fondée sur l'économie du savoir. Il en est ainsi des bénéfices qu'apportent, en termes de croissance et d'emploi, des services publics fondés sur les technologies d'information et de communication et formatés sur les besoins des citoyens et des entreprises.

Si l'un ou l'autre des éléments du triangle partenarial (entreprises, recherche, pouvoirs publics) peut jouer le rôle de leader dans la mise en place d'un projet, la contribution active de chacun s'avère indispensable. Il y a lieu, tout à la fois, de miser sur les points forts déjà identifiés d'une région, avec l'expérience et l'expertise qui s'y rapportent, et de mener une approche active pour mettre au jour de nouvelles «niches» potentielles. Les stratégies régionales d'innovation (RIS) offrent un cadre propice à une telle démarche. De bonnes infrastructures d'éducation et de R & D font partie des conditions du succès.

Les subventions n'étant pas inépuisables, il s'agit par ailleurs de pérenniser les projets et les programmes en assurant, à terme, leur autosuffisance. Si des

résultats significatifs ont pu être obtenus à courte échéance, d'autres exemples montrent le rôle nécessaire du temps pour que des effets bénéfiques tangibles soient produits. Quel que soit cependant le soin apporté à la planification et à l'anticipation, le succès n'est pas toujours certain et une part de chance entre parfois dans les ingrédients nécessaires. L'insuccès lui-même, lié aux risques que comportent l'expérimentation, l'ambition et la créativité, peut être porteur de valeur ajoutée: le véritable échec est celui qui provient des leçons non tirées des projets qui n'ont pas marché. D'où l'importance, faut-il le souligner, d'un bon travail de communication autour de la société du savoir et des bonnes pratiques en la matière.



Communiquer pour transférer

À cet égard, la rencontre de Graz a été une réussite pour la diffusion d'une série de messages clés à l'attention des autorités de gestion dans les États membres:

- L'innovation revêt une importance cruciale pour l'achèvement des objectifs de Lisbonne.
- Une revitalisation économique fondée sur la connaissance est une condition de réalisation du potentiel de compétitivité des régions d'Europe.
- Les outils d'ingénierie financière tels que Jeremie peuvent produire un effet de levier fortement accru et devraient être utilisés partout où c'est possible dans l'élaboration des nouveaux programmes.
- Le travail en réseau permet de maximiser la diffusion des bonnes pratiques et d'assurer un transfert effectif d'expérience et d'expertise.

Les témoignages et les présentations de cas au cours de la conférence ont été jugés de haute qualité. En particulier, l'accent mis, au delà de chaque projet, sur le développement des programmes et sur les méthodologies est apparu comme d'un grand intérêt en termes de transférabilité. La région de Styrie a fait preuve d'un niveau impressionnant d'engagement politique autant que d'une excellente hospitalité. La forme d'organisation de la rencontre — commençant par des présentations «lourdes» et se terminant par des visites de projets locaux — a également été appréciée. À preuve du succès, le nombre élevé de participants qui ont assisté à toutes les sessions.

Pour en savoir plus:

<http://www.best-practice-graz.at>

REGIO & réseaux

«Open Days 2007»

Quelque 170 représentants des régions et des villes étaient présents le 13 décembre 2006 lorsque Gerhard Stahl, secrétaire général du Comité des régions, et Graham Meadows, directeur général de la direction générale de la politique régionale de la Commission européenne, ont lancé les «Open Days 2007 — Semaine européenne des régions et villes» sur le thème «Produire des résultats: les régions, source de croissance et d'emplois». Les régions et les villes d'Europe sont invitées à nouer des partenariats et à poser leur candidature pour participer à cet événement qui se déroulera du 8 au 11 octobre 2007 à Bruxelles. Les «Open Days 2007» sont organisés conjointement par le Comité des régions et la direction générale de la politique régionale.
http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm

Outils pour l'évaluation des programmes opérationnels

Cinq documents de travail sur l'évaluation (évaluation ex ante, indicateurs pour le suivi et l'évaluation, lignes directrices pour l'analyse coûts-avantages, additionnalité, évaluation in itinere) sont à présent disponibles sur le site internet Inforegio. Ces documents ont été rédigés à l'attention des autorités nationales et régionales chargées de la mise en œuvre de la politique de cohésion. Ils s'appuient sur l'expérience acquise pendant la période de programmation 2000-2006 et donnent aux autorités de gestion les outils nécessaires pour bien entreprendre leur programmation et utiliser ainsi efficacement les Fonds européens.
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/sf2000_fr.htm

Quinze ans de stratégies et d'actions innovatrices

La direction générale de la politique régionale a publié une étude sur les résultats de l'expérimentation régionale soutenue par l'Union européenne au cours des quinze dernières années. Abordant également les méthodologies et les outils que les régions peuvent utiliser aujourd'hui pour élaborer leurs stratégies novatrices, cette étude présente des lignes directrices concrètes et des bonnes pratiques dont les États membres, les régions et les autres partenaires pourraient utilement s'inspirer lors de la préparation de la nouvelle période de programmation 2007-2013.
http://ec.europa.eu/regional_policy/innovation/library_fr.htm

Guide de la coopération transfrontalière

Rédigée par la mission opérationnelle transfrontalière, cellule d'animation du réseau Interreg français, une version actualisée du «Guide pratique de la coopération transfrontalière» a été publiée par le Conseil de l'Europe. Ce guide décrit le cadre juridique de la coopération transfrontalière et met en lumière plusieurs bonnes pratiques et méthodologies utilisées dans le contexte de la mise en œuvre des actions de coopération transfrontalière entre les autorités locales et régionales situées dans la zone géographique couverte par le Conseil de l'Europe.
http://www.espaces-transfrontaliers.org/document/Guide_pratique_COE_MOT_FR.pdf

REGIO

Dates	Événement	Lieu
16-17 avril 2007	«Future Challenges for Local and Regional Authorities: How can Space Technology help?» http://www.eurisy.org	Barcelone (E)
25-27 avril 2007	«Communicating to change our behaviour» www.energie-cities.org/conference	Brasov (RO)
9-12 mai 2007	«Transnational and cross-border dimensions of transport policy» http://www.jiscmail.ac.uk/cgi-bin/webadmin?A2=ind0611&L=urban-regional-planning&T=0&X=50F1401B5DFA577E69&Y=d.stead%40tudelft.nl&P=182	Porto (P)
10-11 mai 2007	«Baltic Sea Region programme 2007-2013 Conference» http://www.spatial.baltic.net/news_frame.php?language=&ID=419	Hambourg (D)
14-15 mai 2007	«Bridging the broadband gap: reaping the benefits of broadband for rural areas and less developed regions»	Bruxelles (B)
12 juin 2007	Inform meeting	Bruxelles (B)
8-11 octobre 2007	«Open Days 2007 — Semaine européenne des régions et des villes» http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2007/index.cfm	Bruxelles (B)
27-28 octobre 2007	Quatrième forum sur la cohésion	Bruxelles (B)
26-27 novembre 2007	«Telling the story — Cohesion Policy for Growth and Jobs»	Bruxelles (B)

Dernières publications

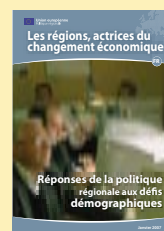
Les régions, actrices du changement économique — Renforcer la compétitivité par des technologies et produits innovants et des communautés prospères



http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents_fr.cfm?nmenu=2

Disponible en dix-neuf langues.

Les régions, actrices du changement économique — Réponses de la politique régionale aux défis démographiques



La politique de cohésion de l'Union offre aux États membres un outil précieux pour adapter les économies régionales et nationales au contexte du vieillissement.

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents_fr.cfm?nmenu=2

Disponible en dix-neuf langues.

Les régions, actrices du changement économique — Innover grâce à la politique régionale européenne



Le défi de la recherche et de l'innovation pour 2007-2013, illustré à travers quinze projets en cours.

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/documents_fr.cfm?nmenu=2

Disponible en dix-neuf langues.

La politique de cohésion et les villes



La contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions

Disponible en vingt langues.

La politique de cohésion 2007-2013 — Commentaires et textes officiels



http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/regulation/pdf/2007/publications/guide2007_fr.pdf

Disponible en vingt et une langues.

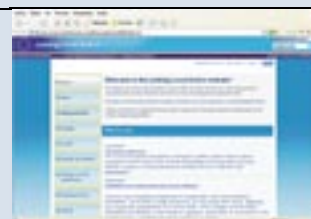
<http://cordis.europa.eu/fp7>

Le service d'information officiel pour la participation au septième programme-cadre pour la recherche et le développement technologique (FP7) a été lancé sur CORDIS en décembre 2006, offrant des informations sur le premier appel de propositions du FP7. Géré par l'Office des publications officielles des Communautés européennes, CORDIS est un service d'information communautaire en ligne gratuit sur la recherche et le développement. Doté d'un budget de près de 54 milliards d'euros pour les sept prochaines années (2007-2013), le FP7 est le premier programme de recherche de l'Union européenne à inclure des actions spécifiques pour les régions: l'initiative «Régions de la connaissance» et le volet «Potentiel de recherche des régions de la convergence». Le nouveau service entend fournir aux chercheurs, entreprises, associations professionnelles et acteurs régionaux quantité d'informations précises et opportunes: dernières nouvelles, événements à venir, développements clés et perspectives.



http://ec.europa.eu/employment_social/local_employment/lla/fo/index.do?lang=fr

Soutenu par la direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances de la Commission européenne, le projet «Linking Local Actors» (Relier les acteurs locaux) a débuté en janvier 2006. Le nouveau site internet de ce projet, maintenant accessible en vingt langues, fournit aux acteurs locaux du développement des nouvelles et des informations sur des événements et des opportunités de financement. Il leur permet aussi de rechercher des partenaires et des exemples de bonnes pratiques dans le domaine du développement local pour l'emploi (DLE) et de prendre part à des forums de discussion.



<http://www.silvereconomy-europe.org/>

Lancée par le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (Allemagne), «SEN@ER — Silver Economy Network of European Regions» est une initiative conjointe de régions européennes qui considère le vieillissement de notre société non comme une menace mais comme un défi et une opportunité de croissance et de compétitivité économiques. Le «SEN@ER» est un réseau européen comptant actuellement douze régions partenaires. Son principal objectif est de promouvoir le développement et la commercialisation de produits et de services novateurs destinés au segment de marché des personnes âgées, en pleine croissance, ce qui contribuera au développement régional et à la création d'emplois.



<http://www.ucm.org.cy>

L'Union des municipalités chypriotes (UCM) est la principale association de collectivités locales à Chypre. Ses principales fonctions sont de contribuer au développement de l'autonomie des pouvoirs publics locaux à Chypre et de représenter les intérêts des autorités locales dans les relations avec le gouvernement central d'autres institutions nationales. Elle joue aussi un rôle actif dans les relations entre Chypre et l'Union européenne. Disponible en grec et en anglais, le site internet de l'UCM facilite l'accès à tout un éventail d'informations, y compris un bulletin d'information et diverses autres publications. Il propose aussi des liens utiles.



Fiches sur la politique de cohésion 2007-2013

Des fiches sur la politique de cohésion dans chacun des vingt-sept États membres de l'Union européenne sont accessibles en ligne. Pour accéder aux fiches, il suffit de cliquer sur le pays recherché dans la carte interactive. Chaque fiche comporte une carte de l'Union européenne, un aperçu de la politique de cohésion 2007-2013, ainsi que des précisions sur les régions éligibles et les affectations financières de l'État membre choisi. Une comparaison avec la période de programmation 2000-2006 est également fournie.

http://ec.europa.eu/regional_policy/atlas2007/fiche_index_en.htm

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Unité 1 — «Information et communication»
Thierry Daman
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles
Fax (32-2) 296 60 03
E-mail: regio-info@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm
Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://ec.europa.eu/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2006
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium



Office des publications
Publications.eu.int